

99 questions sur

**Les relations internationales
de 1945 à 1989**

Sylvain WAGNON-CHARPY

Centre pilote de la collection
CRDP académie de Montpellier

Directeur de collection
Gilles Boudet

© Cartographie : Christian Carrié
© 2006 CRDP académie de Montpellier
Centre régional de documentation pédagogique
Allée de la Citadelle — 34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Tous droits de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de son article L. 122-5, d'une part que « les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que « les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées », « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (article L. 122-4). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français de l'exploitation du droit de copie, constituerait donc une contrefaçon, c'est-à-dire un délit : « La contrefaçon en France d'ouvrages publiés en France ou à l'étranger est punie de deux ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende. » (articles L. 335-2 et L. 335-3).


99
99
99
99
questions sur ...

Les relations internationales de 1945 à 1989

Sylvain WAGNON-CHARPY

Guide de lecture

Les ouvrages de la collection « 99 questions sur... » sont conçus selon un découpage en 99 fiches dont la lecture peut se faire :

- soit en allant aux fiches essentielles sur le sujet. C'est le parcours rapide repéré par un numéro de question en bleu : **1, 2, 3, 4**, etc.
- soit de thème en thème indiqués par un onglet  au niveau du sommaire et signalés à l'intérieur du livre
- soit... de la première à la dernière fiche !

Préface

Le très grand intérêt des 99 questions posées par Sylvain Wagnon-Charpy à l'histoire des relations internationales de 1945 à 1989 est de présenter de façon systématique les grands problèmes qui se sont posés durant cette période, en réussissant le tour de force d'être à la fois très complet et précis dans le détail, tout en dégagant clairement les grandes lignes de force, grâce à un plan et à une organisation de l'ouvrage très judicieux. En même temps, le lecteur est informé non seulement de la trame historique et d'une multitude d'événements, mais aussi de sujets moins connus, qui constituent aujourd'hui le champ de recherche des historiens.

Cet ouvrage permet d'autre part de voir se dégager, au-delà de l'événementiel, les structures de la période : l'espoir d'un nouvel ordre international en 1945, puis la montée de la Guerre froide et de sa structure bipolaire, puis la dissolution de celui-ci. Simultanément, d'autres chaînes causales se mettent en place, qui accompagnent la Guerre froide mais qui préparent aussi le monde d'après 1989 : par exemple la décolonisation, la montée d'un système multipolaire mais aussi les prolégomènes de la toute-puissance américaine. Les différentes régions du monde sont considérées, les principaux pays sont évoqués tour à tour, chaque fois pour une période cruciale de leur politique extérieure. Le projecteur se déplace très habilement pour, à chaque moment, éclairer l'essentiel. Ainsi se dégagent à la fois les forces profondes de l'époque, mais aussi le rôle des principaux acteurs et celui des structures internationales. Le lecteur voit apparaître progressivement les nouveaux problèmes, comme l'environnement ou les rapports Nord-Sud, dans leur contexte international.

Ce *99 questions sur...* est à la fois un précis, où l'on trouvera beaucoup de réponses à des questions multiples et diverses, qui couvrent l'ensemble du sujet, et une somme, permettant, grâce au choix et à l'organisation des rubriques, une réflexion d'ensemble sur une époque qui relève désormais pleinement de l'Histoire.

Georges-Henri SOUTOU

Professeur à l'Université de Paris IV – Sorbonne

Sommaire

I – L'après-guerre et l'organisation d'un nouvel ordre international (1945-1947)

- 1 Quelles sont les conséquences de la seconde guerre mondiale du point de vue des relations internationales ?
- 2 Comment la question coloniale est-elle devenue une question internationale à partir de 1945 ?
- 3 A-t-on partagé le monde à la conférence de Yalta ?
- 4 Quels sont les engagements de la Charte des Nations unies ?
- 5 Comment s'organise la coopération économique internationale à partir de 1945 ?
- 6 Qu'a changé la bombe atomique dans les relations internationales ?
- 7 La conférence de Potsdam est-elle le point de départ de la Guerre froide ?
- 8 Que représente le procès de Nuremberg ?

II – L'apogée de la Guerre froide (1947-1953)

- 9 Comment définir la Guerre froide et ses grandes phases ?
- 10 Qu'est-ce que la doctrine Truman ?
- 11 Qu'est-ce que le plan Marshall ?
- 12 Pourquoi les États-Unis ont-ils créé la CIA ?
- 13 Comment fonctionne l'ONU dans la Guerre froide ?
- 14 Que représentent l'indépendance et la partition de l'Inde ?
- 15 Quels sont les fondements idéologiques du rapport Jdanov et de la création du Kominform ?
- 16 Quelles sont les conséquences des débuts de la Guerre froide pour la France ?
- 17 Quels sont les enjeux de la naissance de l'État d'Israël ?
- 18 Dans quelles circonstances s'est déroulé le « coup de Prague » ?
- 19 Qu'est-ce que le Pacte de Bruxelles ?
- 20 Quels sont les effets de la rupture entre Tito et Staline ?
- 21 Pourquoi les Soviétiques ont-ils décidé le blocus de Berlin en juin 1948 ?
- 22 Qu'est-ce que le Conseil d'assistance économique mutuelle ?
- 23 Qu'est-ce que le Pacte Atlantique ?
- 24 Pourquoi et comment le Conseil de l'Europe a-t-il été créé ?
- 25 Quels sont les fondements des deux États allemands créés en 1949 ?

- 26** Que représente la victoire de Mao Tsé Toung en Chine?
- 27** Qu'apporte la déclaration Schuman du 9 mai 1950?
- 28** Comment et pourquoi s'est déclenchée la guerre de Corée en juin 1950?
- 29** Quelles sont les conséquences de la guerre de Corée en Europe et dans le monde?
- 30** Qu'est-ce que le maccarthysme et la chasse aux sorcières?
- 31** Que reproche le gouvernement américain aux époux Rosenberg?
- 32** La mort de Staline fait-elle naître de nouvelles espérances?
- 33** Quelle est la nouvelle stratégie américaine du président Eisenhower?
- 34** Quel est le rôle des intellectuels français dans la Guerre froide?
- 35** Y a-t-il une « culture de Guerre froide »?

III – La coexistence pacifique et l'émergence des anciens peuples colonisés (1953-1962)

- 36** Comment la France a-t-elle terminé le conflit indochinois?
- 37** Pourquoi la France a-t-elle refusé la CED après l'avoir envisagée?
- 38** Qu'apportent les accords de Paris du 23 octobre 1954?
- 39** Qu'appelle-t-on la déstalinisation?
- 40** Que dénonce Nikita Khrouchtchev au XX^e congrès du PCUS de février 1956?
- 41** Qu'est-ce que la coexistence pacifique?
- 42** Qu'est-ce que le Pacte de Varsovie?
- 43** Que représente la conférence de Bandoeng?
- 44** Les indépendances du Maroc et de la Tunisie sont-elles un modèle de décolonisation pacifique?
- 45** Quels sont les enjeux de la crise de Suez?
- 46** Quelles sont les répercussions de la crise hongroise de novembre 1956?
- 47** Qu'apportent les traités de Rome?
- 48** Comment le Spoutnik fait-il entrer l'espace dans la Guerre froide?
- 49** Quels sont les enjeux de la crise de Berlin?
- 50** Comment et pourquoi la France est-elle devenue une puissance nucléaire?
- 51** Comment définir le non-alignement?
- 52** Quelles sont les conceptions de politique internationale de J. F. Kennedy?
- 53** Pourquoi les Soviétiques ont-ils fait construire le mur de Berlin?
- 54** Quelles sont les conséquences de la crise des fusées de Cuba?
- 55** Quels sont les liens entre la guerre d'Algérie et les relations internationales?

IV – La détente Est-Ouest et ses limites (1962-1973)

- 56 Que représente la rupture sino-soviétique de 1963 ?
- 57 Qu'est-ce que l'équilibre de la terreur ?
- 58 Comment se manifeste la politique d'indépendance du général de Gaulle ?
- 59 Qu'apporte le traité franco-allemand de l'Élysée ?
- 60 Comment les États-Unis se sont-ils enlisés dans la guerre du Vietnam ?
- 61 Quels furent les conséquences de la guerre des Six Jours ?
- 62 Comment le Tiers Monde lutte-t-il pour un nouvel ordre économique international ?
- 63 Comment analyser les révoltes étudiantes de 1968 ?
- 64 Le Printemps de Prague annonce-t-il l'éclatement du bloc soviétique ?
- 65 Comment définir l'Ostpolitik du chancelier Willy Brandt ?
- 66 Quel fut l'impact de la dissidence de Soljenitsyne sur la perception du communisme par l'Occident ?
- 67 Quelle est l'influence de la « guerre des images » dans les relations internationales ?
- 68 Que représente le rapprochement sino-américain de février 1972 ?

V – La contestation du monde bipolaire (1973-1985)

- 69 Quels sont les enjeux des négociations SALT entre les États-Unis et l'URSS ?
- 70 Quels sont les causes et effets des chocs pétroliers dans les relations internationales ?
- 71 Quelles sont les conséquences de la guerre du Kippour ?
- 72 L'Afrique, nouvel enjeu de la confrontation Est-Ouest à partir des années 70 ?
- 73 L'acte final d'Helsinki annonce-t-il un nouvel ordre européen ?
- 74 Quelles sont les conséquences de l'échec américain au Vietnam ?
- 75 Comment le génocide cambodgien a-t-il pu avoir lieu ?
- 76 Quelles sont les évolutions de l'antagonisme israélo-palestinien ?
- 77 Quelles sont les conséquences de la révolution iranienne ?
- 78 Que représente la guerre Irak-Iran des années 1980 à 1988 ?
- 79 Pourquoi l'URSS intervient-elle directement en Afghanistan ?
- 80 Pourquoi les États-Unis boycottent-ils les Jeux olympiques de Moscou en 1980 ?
- 81 L'Amérique latine entre révolution et dictature ?
- 82 Quel est le rôle de Solidarnosc dans la crise polonaise ?

VI – L'éclatement du bloc communiste et l'émergence d'une nouvelle donne internationale (1985-1989)

- 83 La crise des euromissiles est-elle le dernier affrontement Est-Ouest ?
- 84 Qu'est-ce que l'IDS ou « guerre des étoiles » ?
- 85 Quel fut le rôle de Mikhaïl Gorbatchev dans la fin de l'affrontement Est-Ouest ?
- 86 En quoi consiste l'accord de désarmement de Washington du 8 décembre 1987 sur les forces nucléaires intermédiaires ?
- 87 Comment et pourquoi le communisme s'est-il effondré en Europe de l'Est ?
- 88 La francophonie est-elle un moyen pour la France de rester une puissance mondiale ?
- 89 La chute du mur de Berlin en novembre 1989 marque-t-elle la fin de la Guerre froide ?
- 90 Comment la France a-t-elle réagi à la réunification allemande ?
- 91 Quel est le rôle des organisations non gouvernementales dans les relations internationales ?
- 92 Comment s'organise le dialogue Nord-Sud dans les années 80 ?
- 93 Quelle est la place de l'environnement dans les relations internationales depuis Tchernobyl ?
- 94 Pourquoi l'Intifada ?
- 95 Le rôle de l'ONU a-t-il changé avec la fin de la Guerre froide ?
- 96 Quel fut l'impact international de la répression des manifestations de la place Tien An Men ?
- 97 Comment évolue la construction européenne après la Guerre froide ?
- 98 Qu'appelle-t-on « l'automne des peuples » ?
- 99 Les États-Unis, seule superpuissance ?

Chronologie	208
Glossaire	216
Sigles	218
Index des principales personnalités citées	220
Bibliographie	222

Qu'est-ce que la doctrine Truman ?

Le 12 mars 1947, le président des États-Unis Harry Truman expose sa doctrine, le *containment*, une politique de fermeté à l'égard de l'Union soviétique qui consiste à endiguer l'expansionnisme soviétique par un soutien financier et militaire à certains pays. C'est le vrai début de la Guerre froide entre les États-Unis et l'Union soviétique.

Pour en savoir plus...

Depuis les conférences de Yalta, en février 1945, et Potsdam, en juillet 1945, le contexte international a changé. Déjà, au cours des conférences, les lignes de force de la Guerre froide étaient perceptibles et la méfiance entre les États-Unis et l'URSS grandissait. Mais le président Truman s'inquiète des intentions soviétiques en Europe de l'Est et du non-respect des accords de Yalta, notamment le refus de préparer des élections libres.

Le 5 mars 1946, l'ancien Premier ministre britannique Churchill prononce un discours à Fulton (Missouri), en présence de Harry Truman, dans lequel il fustige la politique soviétique en Europe, la rupture établie entre la zone d'influence soviétique en Europe orientale et les pays d'Europe occidentale : « *de Stettin dans la Baltique à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur notre continent* » ; il dénonce la responsabilité de l'URSS dans la Guerre froide naissante. Truman reprend cette thématique de la défense du « monde libre » face à l'expansionnisme soviétique, et le 12 mars 1947, il définit devant le Congrès américain sa doctrine de l'endiguement ou *containment*. C'est le début officiel de la Guerre froide.

Le président des États-Unis proclame son intention d'aider « les peuples libres » à résister aux « tentatives d'asservissement ». Cette doctrine interventionniste est en rupture avec la politique isolationniste des États-Unis pendant l'entre-deux-guerres, elle reprend la politique suivie par le président américain Wilson de 1917 à 1919. Pour Truman, le poids politique, économique, financier et militaire des États-Unis leur impose de nouvelles responsabilités mondiales.

Cette doctrine s'affirme dans le contexte de la guerre civile grecque. En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le pays est en proie à la guerre civile entre un gouvernement monarchiste soutenu par la Grande-Bretagne et des rebelles communistes soutenus par la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Union soviétique. En février 1947, le gouvernement britannique, n'a plus les moyens de soutenir économiquement et militairement le régime grec en place. Pour les États-Unis, il ne s'agit pas de soutenir la politique britannique mais de lutter contre l'expansionnisme soviétique par le biais des mouvements de guérilla communiste. La Grèce et la Turquie sont défi-

nies par Truman comme des remparts contre le communisme et donc comme des intérêts vitaux des États-Unis. Le rôle des États-Unis est de soutenir la liberté contre les « tentatives d'asservissement par des minorités armées ou des pressions venues de l'extérieur », de permettre aux peuples et aux États du monde de choisir entre deux modes de vie : la liberté ou l'oppression. Au cours de son discours, Truman précise que dans cette lutte contre l'oppression, les États-Unis décident de soutenir économiquement et financièrement la Grèce et la Turquie, fragilisées par les attaques des rebelles communistes. À partir de 1948, l'aide devient militaire.

Cette politique de fermeté est en rupture avec la politique de Roosevelt de compromis et d'entente internationale par le biais et dans le cadre de l'ONU. Mais pour G. Kennan, théoricien du *containment*, cette doctrine se veut avant tout pragmatique. Les États-Unis doivent contenir l'expansionnisme soviétique avec

« patience, fermeté et vigilance ». Les États-Unis ne doivent pas chercher un conflit frontal et direct avec l'URSS mais endiguer toutes les poussées ou tentatives d'expansion de façon indirecte, en soutenant les États et les peuples soumis aux pressions communistes. Ils doivent prendre la responsabilité des affaires mondiales, la défense du « monde libre », soutenir les États fragilisés par les offensives communistes, mais aussi encourager les forces de résistance au communisme.

Cette doctrine est un tournant de la politique extérieure américaine. Les États-Unis ne cherchent plus un compromis, un accord international avec l'URSS, mais entendent stopper le développement du communisme. Cette politique reste, dans les faits, la politique générale des États-Unis pendant toute la Guerre froide.

Pour aller plus loin...

► 11

MARCOU (Lily), 1947. *La Guerre froide*, Bruxelles, Complexe, 1987.

Extraits du discours du président américain Truman devant le congrès américain le 12 mars 1947

« Je crois que la politique des États-Unis devrait être de soutenir les peuples libres qui résistent aux tentatives de les soumettre qui sont faites par des minorités armées ou des pressions extérieures. Je crois que nous devons aider les peuples libres à forger leur destin de leurs propres mains. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier [...]

Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre. Elles atteignent leur développement maximal lorsque l'espoir d'un peuple en une vie meilleure est mort. Cet espoir, il faut que nous le maintenions en vie.

Les peuples du monde attendent de nous que nous les aidions à sauvegarder leurs libertés. »

Quels sont les enjeux de la crise de Suez ?

La crise de Suez d'octobre-novembre 1956 marque à la fois la fin des influences française et anglaise au Proche-Orient, la suprématie des États-Unis et de l'Union soviétique dans la région, mais aussi l'émergence des pays du Tiers Monde.

Pour en savoir plus...

Les armistices de 1949 entre Israël et les États arabes n'ont rien réglé. Israël n'est pas reconnu par ses voisins arabes et les réfugiés palestiniens restent dans une situation précaire. À partir de 1954, les incidents de frontière se multiplient. L'armée israélienne, Tsahal, intervient directement en Égypte et en Syrie pour détruire les camps de fedayin, unités de commandos palestiniens qui lancent des attaques militaires et des attentats sur le territoire israélien. En outre, Israël s'inquiète de la politique menée par Gamal Abdel Nasser, dirigeant égyptien depuis 1954. Ce dernier double les effectifs de ses forces armées terrestres et accroît ses liens avec l'Union soviétique. Pour Israël, un conflit avec l'Égypte paraît inévitable. Le gouvernement français est hostile à Nasser en raison de son soutien aux rebelles algériens qui luttent pour leur indépendance depuis novembre 1954. La France soutient donc Israël en livrant à son armée du matériel militaire et des avions.

La crise de Suez résulte également de la question des intérêts économiques de la France et de la Grande-Bretagne dans la région. Les deux pays possèdent la compagnie qui contrôle le canal de Suez, voie d'accès principal de l'approvision-

nement pétrolier de l'Europe. Mais la compagnie symbolise surtout l'emprise coloniale européenne au Moyen-Orient.

L'étincelle qui déclenche la crise vient de Nasser. Ce dernier veut rendre son pays indépendant. Il entreprend la construction du barrage d'Assouan, projet gigantesque qui doit permettre l'accélération de l'industrialisation de l'Égypte. Il recherche des capitaux. Les États-Unis annoncent, 19 juillet 1956, qu'ils ne l'aideront pas, en raison des liens que l'Égypte entretient avec l'URSS. Le 26 juillet 1956, Nasser réagit en proclamant la nationalisation de la compagnie du canal de Suez. Il justifie son geste par la nécessité d'avoir une source de financement pour la construction du barrage et aussi par la nécessité d'être indépendant des autres puissances : « *La pauvreté n'est pas une honte, mais c'est l'exploitation des peuples qui l'est. Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte* ».

Les gouvernements français et britannique refusent cette décision et y voient rapidement un prétexte pour une intervention militaire. Israël rejoint les deux pays européens par sa crainte de la politique militaire de Nasser. Du 22 au 24 octobre 1956, les dirigeants des trois

pays se retrouvent à Sèvres pour échafauder un scénario d'intervention. Les Israéliens doivent attaquer l'Égypte, puis la France et la Grande-Bretagne adresseront un ultimatum aux deux belligérants les invitant à retirer leurs troupes de part et d'autre du canal de Suez avant que les troupes anglo-françaises interviennent pour protéger la zone. L'objectif est de renverser Nasser. La France et la Grande-Bretagne espèrent une attitude prudente de la part des États-Unis, dont l'élection présidentielle est fixée au 6 novembre, et de l'Union soviétique qui est occupée par la crise hongroise depuis le 24 octobre 1956.

Comme prévu, le 29 octobre 1956 Israël attaque l'Égypte. Dès le 30 octobre, les gouvernements français et britannique lancent leur ultimatum et bombardent les bases aériennes égyptiennes pendant une semaine. Moscou et Washington réagissent immédiatement, en convoquant le Conseil de sécurité de l'ONU. La France et la Grande-Bretagne utilisent leur veto, mais l'Assemblée générale des Nations unies, réunie en session extraordinaire, contourne ce veto et demande le cessez-le-feu immédiat sans conditions. De son côté, Nasser fait couler des navires chargés de ciment empêchant la circulation dans le canal et rendant ainsi difficile l'approvisionnement pétrolier des pays européens.

La tension monte lorsque le 5 novembre, les troupes aéroportées franco-britanniques débarquent à Port-Saïd et commencent à prendre possession de la zone du canal. Dans la nuit du 5 au 6 novembre 1956, les dirigeants sovié-

tiques menacent d'utiliser l'arme nucléaire en cas de poursuite de l'opération. De son côté, Washington lance une offensive financière contre la Livre Sterling qui baisse brutalement, ce qui oblige le gouvernement britannique à stopper l'intervention. Dès le 6 novembre après-midi, le Premier ministre britannique, Anthony Eden, informe le gouvernement français que les troupes britanniques cesseront le feu le soir même. Les Français ne peuvent que faire de même.

Le 7 novembre, l'ONU organise le cessez-le-feu et envoie les « casques bleus » qui remplacent les troupes franco-britanniques, tandis que les Israéliens se retirent. Le canal est déblayé et rouvert à la navigation à partir de mars 1957. Pour Nasser, Suez est une victoire politique qui renforce son rôle au sein du monde arabe et des pays du Tiers Monde. Pour la France et pour la Grande-Bretagne, c'est la fin d'une influence coloniale dans la région.

La crise de Suez démontre qu'il n'y a plus que deux grandes puissances : les États-Unis et l'Union soviétique ; mais aussi que le Proche et le Moyen-Orient sont devenus des régions stratégiques en raison de leurs ressources pétrolières, vitales pour les pays industrialisés.

Pour aller plus loin...

► 17 - 61

- # FERRO (Marc), 1956. Suez, Bruxelles, Complexe, 1982.
- # LOUIS (Roger) et OWEN (Roger), Suez 1956, Oxford, Oxford University Press, 1991.

Le Printemps de Prague annonce-t-il l'éclatement du bloc soviétique ?

En 1968, les dirigeants communistes tchécoslovaques espèrent établir la démocratie et la liberté d'expression dans leur pays. Mais cette politique remet en cause le rôle dirigeant du parti communiste et le Pacte de Varsovie. L'Union soviétique s'inquiète de la situation et décide une intervention militaire à Prague avec l'ensemble des pays du Pacte de Varsovie. Néanmoins, « le Printemps de Prague » reste une expérience importante pour les opposants tchécoslovaques qui réussiront la « révolution de velours » en 1989.

Pour en savoir plus...

La Tchécoslovaquie, depuis le coup de Prague en février 1948, est une démocratie populaire dépendante de l'Union soviétique. Sa direction, malgré la déstalinisation amorcée en URSS à partir de 1953, reste attachée à la politique stalinienne.

Le mouvement s'amorce au cours du congrès des écrivains réuni à Prague en juin 1967. Ces derniers critiquent la politique du parti communiste notamment les excès de la centralisation politique et économique. L'influence des intellectuels se conjugue avec celle des réformateurs du parti communiste qui éliminent la direction conservatrice stalinienne du parti. Début 1968, Alexander Dubcek est choisi comme nouveau secrétaire du PC tchécoslovaque. Modéré, il tente de canaliser le mouvement de protestation. Mais début avril 1968, la majorité du PCT propose le multipartisme politique, la liberté de la presse, de circulation des personnes et la réhabilitation des victimes du stalinisme. Ainsi, contrai-

rement au mouvement de Budapest en 1956, c'est le parti communiste qui prend, ici, l'initiative de réformes profondes en remettant en cause le rôle dirigeant du parti communiste dans la vie politique et la société.

Le nouveau dirigeant de l'Union soviétique, Leonid Brejnev, dans une lettre adressée au parti communiste tchécoslovaque, le 15 juillet 1968, s'inquiète de la situation : « *L'assaut, soutenu par l'impérialisme, auquel se livre la réaction contre votre parti et les fondements du régime socio-politique de la RST menace, nous en sommes convaincus, de faire dévier votre pays de la voie du socialisme* ». Il précise que cette situation fragilise l'ensemble du bloc soviétique.

Leonid Brejnev développe ainsi sa doctrine de la « souveraineté limitée ». Les différents pays socialistes sont liés économiquement et politiquement. Ils ne peuvent remettre en cause le rôle du parti communiste ni s'émanciper du Pacte de Varsovie en choisissant une voie

nationale indépendante. Dubcek ne prend pas en compte ce premier avertissement et laisse se développer ce mouvement de « socialisme à visage humain ». La riposte ne se fait pas attendre: le 21 août 1968, les troupes du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie et occupent Prague. Dubcek est arrêté. Mais le parti communiste, soutenu par la population, commence une résistance passive. L'image des troupes soviétiques entrant à Prague et la résistance de la population sont un échec politique pour Brejnev. Les conséquences sont considérables dans l'ensemble des partis communistes. Le parti communiste italien se désolidarise de la politique soviétique. Au contraire, le parti communiste français soutient officiellement l'intervention, mais, en contrepartie, perd la plus grande partie des intellectuels qui restaient à ses côtés et subit une défection grandissante de son électorat.

Brejnev décide de reprendre l'initiative. Le 26 août, il oblige Dubcek à se rendre à Moscou pour « négocier ». Moscou accepte le maintien au pouvoir de Dubcek, en échange d'un engagement de ce dernier à limiter le processus de libéralisation. C'est le début de la « normalisation » du pays. Les Occidentaux protestent officiellement mais sans réagir. Les États-Unis, qui s'embourbent dans la guerre du Vietnam, veulent maintenir le dialogue et une stabilité avec Moscou. Dubcek est obligé de revenir sur tous les acquis du Printemps de Prague et doit accepter le « stationnement temporaire » des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. En 1969, le parti

communiste tchécoslovaque subit une « purge », Dubcek est remplacé par un fidèle de Moscou. En 1989, les leaders de la « révolution de velours », le rappelleront sur le devant de la scène comme symbole d'un « socialisme à visage humain ».

Mais le Printemps de Prague est une expérience importante pour les opposants au régime, ils ont compris que les Occidentaux ne les aideraient pas concrètement et qu'ils devraient prendre eux-mêmes leur destin en main. Les contestations au sein des démocraties populaires ne cesseront plus. En Tchécoslovaquie, les intellectuels se regroupent au sein du groupe de la « Charte 1977 » et seront les artisans de la « révolution de velours » de 1989 avec Vaclav Havel.

À court terme, Prague a été le prétexte, pour Moscou, pour reprendre en main les démocraties populaires sur la base de la doctrine Brejnev. En juin 1969 la nouvelle doctrine est entérinée par une conférence communiste mondiale, en l'absence de la Chine et de la Yougoslavie. La doctrine est reprise dans le traité soviéto-tchèque de 1970. Mais à moyen terme, cette doctrine a montré aux opposants que toute réforme était impossible. Le retour à la démocratie se fera par l'effondrement du bloc soviétique en 1989.

Pour aller plus loin...

► 98

CARRERE d'ENCAUSSE (Hélène), *Le Grand Frère*, Paris, Flammarion, 1983.

FEJTO (François) et RUPNIK (Jacques) (éd.), *Le Printemps tchécoslovaque, 1968*, Bruxelles, Complexe, 1999.

Quel est le rôle des organisations non-gouvernementales dans les relations internationales ?

Les organisations non-gouvernementales figurent parmi les nouveaux acteurs des relations internationales. En marge des actions diplomatiques traditionnelles, elles suppléent les États ou l'ONU dans des domaines aussi fondamentaux que la paix, la défense des droits de l'homme, la santé ou la protection de l'environnement.

Pour en savoir plus...

La charte des Nations unies utilise le terme d'« organisation non gouvernementale », sans toutefois en donner une définition juridique. Les ONG sont des associations privées au sens large, c'est-à-dire qu'elles représentent un groupe de pression qui peut être soutenu par les pouvoirs publics ou être lié à des organisations religieuses, politiques ou syndicales. Mais ce qui caractérise les ONG, c'est le caractère international de leurs actions et de leurs domaines d'intervention qui sont principalement : l'aide humanitaire, la défense des droits de l'homme et la protection de l'écosystème.

L'aide humanitaire a été, historiquement, le premier domaine des ONG. Ainsi, en 1863, le Comité international de la Croix Rouge, CICR, est créé pour porter secours aux victimes d'un conflit armé. Un comité international à Genève est chargé de coordonner l'ensemble des Croix-Rouge nationales. La structure de la Croix-Rouge est l'archétype de l'ONG possédant une structure internationale avec des objectifs, par nature

universels, de paix et de défense des individus. L'organisation joue un rôle d'information et d'action incomparable dans le monde.

Mais les ONG humanitaires sont apparues fortement sur le devant de la scène dans les années soixante-dix. En décembre 1971, l'ONG « Médecins sans frontières » (MSF) regroupe des médecins, principalement français, qui prennent conscience, lors de la guerre du Biafra sur le continent africain, que le devoir de neutralité du secouriste ne permet pas de lutter contre les massacres. L'ONG utilise les moyens de communication, notamment télévisuels, pour faire connaître le conflit, les souffrances des populations et l'urgence d'une action immédiate et rapide. Un des dirigeants de l'ONG, Bernard Kouchner, estime qu'il s'agit de la « loi du tapage médiatique » qui permet de franchir les frontières, de dénoncer les oppressions et de secourir activement les victimes. Ceux que l'on a appelés *french doctors* multiplient les interventions en Thaïlande, au Salvador, au Pakistan.

Lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan en décembre 1979, les volontaires de MSF apportent des médicaments aux rebelles afghans. Leur action est donc fondamentalement politique. Toujours en 1979, Bernard Kouchner lance l'opération « Un bateau pour le Vietnam » pour aider les boat-people, cette population vietnamienne qui fuit son pays et le conflit de la péninsule indochinoise. L'opération connaît un grand retentissement et est relayé par de nombreuses personnalités, obligeant ainsi la diplomatie officielle des États à intervenir et à prendre position. MSF bénéficie d'une reconnaissance internationale pour ses actions en obtenant le prix Nobel de la Paix en 1999. Devenu ministre de la Santé et de l'Action humanitaire en 1991, Bernard Kouchner tente de légaliser les interventions extérieures dans un pays en défendant la notion de droit et de devoir d'ingérence internationale. Cette politique vise à montrer l'interdépendance des responsabilités de chaque individu sur l'ensemble de la planète.

Cet esprit se retrouve dans les ONG qui défendent les droits de l'homme. Amnesty international, fondé en 1961, est l'exemple le plus abouti d'ONG internationale luttant pour la défense des droits de l'homme. L'organisation entend être indépendante des États et de leurs intérêts en s'appuyant sur la force de son réseau d'adhérents et de « correspondants » dans le monde entier. Le rapport annuel d'Amnesty pointe les entorses des États aux droits de l'homme et joue un rôle important dans l'information des opinions publiques.

Un troisième axe majeur des ONG est la protection de l'écosystème. L'organisation mondiale de la protection de la nature, le WWF, lutte pour la protection des espèces animales et végétales. De son côté, Greenpeace, par des actions de force, utilise les médias comme catalyseur de ses campagnes contre la déforestation, le réchauffement de la planète, ou les transports des déchets nucléaires. Cette ONG cherche à exercer des actions et des pressions sur la politique des États. Les intérêts de l'ONG sont donc parfois en conflit avec certains États. Par exemple en 1985, Greenpeace mène campagne contre les essais nucléaires français en Polynésie. Les services secrets français décident, au mépris du droit international, de couler le navire de l'organisation, le Rainbow-Warrior, dans le port néo-zélandais d'Auckland. L'opération fait un mort et place la France dans une situation délicate face à l'opinion publique mondiale.

Les ONG sont de nouveaux acteurs des relations internationales. Leur influence est liée au développement international des médias qui leur permet d'alerter les opinions publiques. Elles représentent de plus en plus, dans une société mondialisée, des moyens d'actions efficaces complémentaires, mais parfois en contradiction avec les intérêts politiques de certains États.

Pour aller plus loin...

KOUCHNER (Bernard), *Le Malheur des autres*, Paris, Odile Jacob, 1991.

Chronologie

1945

11 février : début de la conférence de Yalta entre Roosevelt, Staline et Churchill.

8 mai : capitulation de l'Allemagne. Massacre de Sétif en Algérie.

25 juin : fin de la conférence de San Francisco. Naissance de l'ONU et signature de la Charte des Nations unies par 50 pays.

16 juillet : premier essai nucléaire américain à Alamogordo.

17 juillet : début de la conférence de Potsdam entre Truman, Churchill et Staline.

6 août : lancement de la première bombe atomique sur Hiroshima (Japon).

9 août : seconde bombe atomique lancée sur Nagasaki.

10 août : annonce de la capitulation japonaise.

20 novembre : début du procès des criminels de guerre à Nuremberg.

1946

5 mars : discours de Churchill sur « le rideau de fer » à Fulton, Missouri.

Juin : plan Baruch de contrôle international de l'énergie atomique.

Juin : accords Blum-Byrnes concernant les relations économiques et financières franco-américaines.

Novembre : début de la guerre d'Indochine.

1947

12 mars : doctrine Truman du *containment*.

5 mai : révocation des ministres communistes du gouvernement français.

5 juin : annonce du plan Marshall aux Européens pour accélérer leur reconstruction économique.

Juillet : création de la CIA.

Juillet : début du périple de l'Exodus.

15 juillet : annonce de l'indépendance de l'Inde.

15 août : partition de l'Inde.

5 octobre : fin de la réunion des partis communistes à Szklarska Poreba (Pologne). Exposé de la doctrine Jdanov et création du Kominform.

1948

25 février : coup de Prague. Les communistes prennent la totalité du pouvoir en Tchécoslovaquie.

13 mars : Pacte de Bruxelles.

16 avril : création de l'OECE, l'Organisation européenne de coopération économique.

15 mai : proclamation de l'État d'Israël. Première guerre israélo-arabe.

Juin : rupture officielle Tito-Staline.

11 juin : résolution Vandenberg permettant aux États-Unis de participer à des pactes régionaux de sécurité collective.

24 juin : début du blocus de Berlin par les Soviétiques.

1949

25 janvier : création du CAEM ou Comecon (Conseil d'aide économique mutuelle).

4 avril : signature du traité de l'Atlantique Nord à Washington. Création de l'OTAN.

5 mai : création du Conseil de l'Europe.

8 mai : loi fondamentale acceptée par les occidentaux dans leurs zones d'occupation en Allemagne. Entrée en vigueur le 23 mai.

12 mai : levée du blocus de Berlin.

29 août : explosion de la première bombe atomique soviétique.

21 septembre : création de la République fédérale d'Allemagne sur les trois secteurs américains, anglais et français.

22 septembre : condamnation à mort du dirigeant communiste hongrois Lázló Rajk.

1er octobre : Mao Tsé Toung proclame la création de la République populaire de Chine. Les nationalistes se réfugient à Formose (Taïwan).

7 octobre : proclamation de la République démocratique Allemande à partir du secteur d'occupation soviétique en Allemagne.

1950

14 février : traité d'amitié sino-soviétique.

9 mai : déclaration Schuman.

25 juin : début de la guerre de Corée.

15 septembre : débarquement américain à Inchon pour arrêter l'offensive nord-coréenne.

24 octobre : plan Pleven de CED, Communauté européenne de Défense.

26 novembre : contre-offensive des forces chinoises en Corée.

1951

6 mars : début du procès de Julius et Ethel Rosenberg.

Avril : création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

Septembre : Pacte Pacifique ou ANZUS, alliance militaire entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis.

Glossaire

Afro-asiatisme : mouvement né en 1949 et organisé à la conférence de Bandoeng qui vise à créer une unité des anciens pays colonisés autour du refus du colonialisme et de la bipolarisation du monde.

Atlantisme : politique de soutien et de participation aux organisations militaires, économiques et politiques liées aux États-Unis.

Anticolonialisme : doctrine refusant la domination d'une colonie par une métropole et réclamant son indépendance (décolonisation).

Coexistence pacifique : politique de détente mise en place par Nikita Khrouchtchev à partir de 1956, qui vise à établir des relations cordiales et pacifiques avec l'Ouest sans pour autant éliminer l'antagonisme entre les deux blocs.

Désarmement : politique générale de limitation à la course aux armements, puis à partir de 1985, de réduction et de suppression de certains armements.

Détente : période de relations cordiales entre les États-Unis et l'URSS.

Dissuasion nucléaire : stratégie militaire française depuis 1960 qui consiste, par la présence de l'arme nucléaire française, à dissuader un adversaire potentiel d'attaquer la France ou ses intérêts dans le monde, sous peine de voir son territoire et sa population subir des dommages considérables.

Endiguement ou *containment* : politique américaine mise en place par le président américain Harry Truman à partir de 1947. Théorisé par son conseiller George Kennan, cette politique vise à contenir, à endiguer la poussée communiste dans le monde.

Néo-colonialisme : nouvelle forme de colonialisme par laquelle les pays industrialisés, anciens pays colonisateurs, interviennent militairement, économiquement et culturellement dans les nouveaux pays indépendants.

Neutralisme : doctrine qui vise à rejeter les deux blocs antagonistes de l'Est et de l'Ouest et qui donne naissance, à la conférence de 1961, au mouvement des non-alignés.

Représailles massives : stratégie militaire américaine mise en place en 1954, consistant, en cas d'agression, en une riposte immédiate, massive, globale et directe sur le territoire et la population de l'adversaire.

Rideau de fer : expression employée pour la première fois par Winston Churchill dans le discours qu'il prononça au Westminster Collège de Fulton (Missouri), le 5 mars 1946, pour désigner la rupture établie entre la zone d'influence soviétique en Europe orientale et les pays d'Europe occidentale.

Riposte graduée : stratégie militaire américaine mise en place en 1962, pour remplacer la stratégie des représailles massives. La nouvelle doctrine de la riposte graduée permet une réponse proportionnée à l'agression et prévoit plusieurs paliers de réponses militaires possibles correspondant à tout type de crise.

Sécurité collective : Notion de coopération internationale et de dialogue entre les peuples autour des valeurs de liberté, de démocratie et de paix. L'Organisation des Nations Unies est l'outil de cette sécurité collective.

Tiers Monde : terme créé par Alfred Sauvy pour désigner les pays n'appartenant pas aux blocs américain ou soviétique.

Tiers-mondisme : idéologie révolutionnaire qui vise à développer la puissance que représentent les anciens peuples colonisés par rapport au monde occidental et socialiste.

Sigles

ANZUS : Pacte de sécurité du Pacifique regroupant l'Australie (A), la Nouvelle Zélande (NZ) et les États-Unis (US).

ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est.

BIRD : Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

CAEM : Conseil d'aide économique mutuelle, Comecon en anglais.

CEA : Commissariat à l'énergie atomique.

CECA : Communauté européenne du charbon et de l'acier.

CED : Communauté européenne de défense

CEE : Communauté économique européenne.

CIA : Central Intelligence Agency.

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

FINUL : Force intérimaire des Nations Unies au Liban.

FMI : Fonds monétaire international.

GATT : General Agreement on Tariffs and Trade.

GPRA : Gouvernement provisoire de la République algérienne.

GPRF : Gouvernement provisoire de la République française.

HCR : Haut-commissariat aux réfugiés des Nations Unies.

IDS : Initiative de défense stratégique.

KOR : Comité polonais de soutien aux ouvriers.

MIRV : Multiple Independantly Targeted Reentry vehicle, ogive nucléaire à têtes multiples et à guidage indépendant.

NASA : National Aeronautics and Space administration.

NOEI : Nouvel ordre économique international.

NPI : Nouveaux pays industrialisés.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique.

OECE : Organisation européenne de coopération économique.

OIT : Organisation internationale du travail.

OLP : Organisation de libération de la Palestine.

OMS : Organisation mondiale de la Santé.

ONG : Organisation non gouvernementale.

ONU : Organisation des Nations unies.

Index des principales personnalités citées

Adenauer : 25, 27, **59**, 65, 97

Andropov : 84

Arafat : 61, 76, **94**

Aron : 34

Bénès : 18

Brandt : 53, **65**, 73

Brejnev : 42, **64**, **69**, 72, 79, 84, 85, 89, 98

Bush : 84, 86, 87, 90, 99

Carter : 69, 72, 77, 78, 79

Castro : 12, **54**, 67, 81, 81

Chou En-lai : 43, 68

Churchill : 1, 3, 4, 7, 10, 14, 24, 27

Clinton : 84

De Gaulle : 23, 52, **58**, 59

Deng Tsiao Ping : 96

Dubcek : **64**, 98

Eisenhower : 23, 30, 31, **33**, 40, 49, 57, 58

Gandhi : 14

Gomulka : 39, 46

Gorbatchev : 15, 22, 39, 41, 57, 66, 69, 72, 79, 82, 83, 84, **85-90**, 93, 95, 96, 98

Guevara : 54, 63, 67, 81

Havel : 64, 98

Hiro Hito : 8

Hitchcock : 35

Ho Chi Minh : 2, 26, 36, **60**, 74, 75

Hussein : 61, 77, 78

Jaruzelski : 82, 98

Jean-Paul II : 82

Johnson : 58, **60**, 74

Kennedy (John F.) : 48, 49, **52-55**, 57, 59, 60, **67**, 69

Keynes : 5

Khomeiny : 70, 77, 78, 79

Khrouchtchev : 20, 32, **39-41**, 46, 48, 49, **52-57**, 66, 69

Bibliographie

Histoire des relations internationales de 1945 à nos jours

Jean-Baptiste DUROSELLE et André KASPI, Paris, Armand Colin, 2002.

Un grand classique de l'histoire des relations internationales réactualisé par André Kaspi.

La guerre froide, 1945-1989

Lawrence FREEDMAN, Atlas des guerres, Autrement, 2004.

Un ouvrage précis qui offre une iconographie variée et nouvelle.

La Guerre de Cinquante ans, les relations Est-Ouest, 1943-1990

Georges-Henri SOUTOU, Paris, Fayard, 2001.

L'ouvrage de référence à la fois très précis et proposant une réflexion renouvelée pour l'ensemble de notre période autour du conflit Est-Ouest.

Relations Internationales

La société d'étude d'histoire des relations internationales contemporaines publie cette revue trimestrielle scientifique consacrée à l'histoire des relations internationales au XX^e siècle.

La Documentation photographique

Cette revue pédagogique propose de nombreux numéros concernant les problématiques des relations internationales. Nous pouvons citer entre autres :

- *La Guerre froide 1945-1990*, n° 6045, 1980.
- *La décolonisation*, n° 6067, 1983.
- *Des Allemagnes à l'Allemagne*, n° 7024, 1994.
- *Le Proche-Orient au XX^e siècle*, n° 7008, 1991.
- *L'Europe en chantier*, n° 6105, 1990.
- *La guerre d'Algérie*, n° 8022, 2001.
- *La guerre au XX^e siècle*, t1, n° 8043, 2005.

Série Documents et repères, Libro

Dirigé par Yves Marc AJCHENBAUM, cette double série propose d'une part une anthologie de documents issus des archives du quotidien *Le Monde*, et d'autre part des ouvrages « repères » sur une question. Plusieurs numéros concernent notre sujet et permettent de replacer les débats dans leur contexte :

- *Israël-Palestine*, 2002, n° 546.
- *Les États-Unis gendarmes du monde*, 2003, n° 578.
- *Guerres et conflits au XX^e siècle*, Sophie Chautard, 2004, n° 651.

Parus dans « 99 questions sur... »

L'Éducation à l'orientation

La Santé: 3. La prévention

La Mésopotamie

L'Union européenne à l'heure de l'élargissement

La défense

L'Afrique noire

La Méditerranée au XII^e siècle

La Révolution française

Les droits des femmes

Le Maghreb

Commander sur www.scren.com
la librairie de l'éducation en ligne

99 questions sur ...

Les relations internationales de 1945 à 1989

Fortement marquée par la confrontation idéologique et militaire entre le bloc occidental et le bloc communiste, l'histoire des relations internationales de 1945 à 1989 ne se limite pas toutefois à cette bipolarisation. L'auteur de ce *99 questions* analyse les grands enjeux de cette période : organisation d'un nouvel ordre international, Guerre froide, décolonisation, affrontement israélo-palestinien, question allemande, éclatement du bloc soviétique, suprématie américaine. De nombreux documents (extraits de discours, de textes officiels, cartes originales...) apportent des éclairages significatifs pour comprendre les imbrications des questions militaires, diplomatiques, économiques, culturelles et environnementales.

Avec ces 99 questions et leurs réponses, le lecteur pourra appréhender la complexité des événements internationaux, leurs enchaînements et les lignes de force qui préfigurent les grands défis du monde actuel.

Sylvain WAGNON-CHARPY est professeur agrégé à l'IUFM de Versailles, docteur en histoire contemporaine.

PRIX 15 €
ISSN 1630-0408
ISBN 10 2-86626-055-4
ISBN 13 978-2-86626-055-2
RÉF 340QA055

